

Éditorial:

Communication internationale et développement

Jean-Jacques Bogui
Carmen Rico
Oumar Kane
Christian Agbogli

Université du Québec à Montréal, Canada

Le champ de recherche intitulé Communication internationale et développement (CID) se situe à la croisée de la communication internationale (un sous-domaine des sciences de la communication) et de l'économie du développement (un sous-domaine de la science économique). La CID est donc doublement multidisciplinaire, d'où la variété des perspectives, des approches et des cadres méthodologiques mobilisés par les chercheurs qui s'en revendiquent. Par ailleurs, la CID peut avoir une orientation pratique puisque certaines organisations et institutions se donnent parfois pour objectif de mobiliser les techniques et outils de communication, les systèmes de communication et/ou les infrastructures de télécommunications (technologies et dispositifs matériels) pour promouvoir le développement.

On peut constater depuis environ deux décennies un élargissement très important du domaine de pertinence de la CID, élargissement qui est à l'image des sciences de la communication elles-mêmes. C'est ainsi que plus récemment, la problématisation des aspects sociaux et environnementaux (développement durable, empowerment des communautés, dimension genre, droits humains, migrations, mouvements sociaux, espaces publics, gouvernance, postcolonialité, etc.) semble y avoir acquis une visibilité beaucoup plus grande, témoignant au moins formellement de l'inscription des intérêts de la société civile tant dans l'agenda de recherche que dans les actions des acteurs dits de développement.

À cet égard, il peut être utile de distinguer la CID de la "communication pour le développement" (C4D¹) qui semble pouvoir plus aisément être arrimée à une approche normative en raison de ses objectifs pratiques liés à la volonté de changer l'ordre des choses qui caractérise les acteurs qui mobilisent la C4D. Pensée stratégiquement comme le moyen de mettre la communication au service du développement, la C4D est devenue le vocable privilégié par les institutions internationales en vue de promouvoir la nécessité de mettre la communication au service d'un développement désormais "équitable et durable".

L'enchâssement des spatialités (développement régional, national ou local) montre que la C4D n'est pas strictement internationale, elle peut avoir lieu au sein d'une même région ou d'un

même pays (niveau local). Cela témoigne de la prégnance des approches participatives qui ont adressé une critique importante à l'aspect extraverti de la CID qui a été vue comme l'application systématique d'une démarche top-down planifiée à l'étranger dans l'ignorance manifeste des réalités des communautés supposées bénéficiaires des programmes et des actions de développement. Le recentrement de la C4D autour du paradigme participatif explique l'insistance observée sur le niveau local comme initiateur et acteur d'action de développement.

Cette tension entre CID et C4D, qui transparait dans le niveau spatial d'analyse, est manifeste parmi les articles figurant dans ce numéro du *Global Media Journal* -- Canadian Edition qui traduisent le foisonnement des réflexions autour de la communication et du développement. Ces huit articles sont un indicateur de la diversité des perspectives disciplinaires, de la variété des ancrages territoriaux, de la prolifération des objets d'étude et de la richesse des cadres théoriques et méthodologiques mobilisés.

Dans son article intitulé "Understanding the Donor-Driven Practice of Development Communication: From Media Engagement to a Politics of Mediation" qui ouvre ce numéro, Florencia Enghel mobilise une méthodologie qualitative et jette un éclairage original sur le processus de médiation qui est au cœur de l'aide au développement britannique et néerlandaise à destination des pays issus de l'ancienne Yougoslavie. En analysant le rôle assigné aux médias dans ce contexte particulier, l'auteure parvient à analyser finement la relation entre les médias et le processus de médiation en contexte de développement.

La contribution de Tokunbo Ojo, intitulée "Neo-Gramscian Approach and Geopolitics of ICT4D Agenda" est d'ordre théorique. S'inspirant de la théorie politique, il apporte un éclairage intéressant sur l'émergence du paradigme nommé Technologies d'information et de communication pour le développement (ICT4D). S'inscrivant dans une perspective critique, l'auteur déconstruit en détail la manière dont ce paradigme développementaliste a vu le jour et précise l'économie générale des rapports de force dont il est le résultat.

Le troisième article traite du cas français. Alexandre Joux y analyse en détail la question de la diversité des expressions culturelles à la lumière de la Convention de 2005 adoptée par l'UNESCO. Son article, intitulé "La régulation des industries culturelles à l'heure d'Internet et les enjeux pour la diversité culturelle: Le cas des quotas radiophoniques français" montre que cette avancée politique est mise à mal par le développement technologique, et particulièrement par les plates-formes numériques dites de distribution des biens et services culturels. L'auteur montre dans son article que le redressement de la situation, envisagé sous la forme d'une instauration de quotas en France, s'avère partiellement contre-productif du fait qu'elle s'impose sélectivement à certains des acteurs économiques.

"Intermediation in Open Development: A Knowledge Stewardship Approach" est le titre du papier de Katherine M. A. Reilly et Juan P. Alperin. Ils y montrent comment la désintermédiation du processus de production et de diffusion du savoir corrélatif à l'essor de l'Internet a progressivement fait place à l'apparition de nouveaux intermédiaires qui opèrent comme des courtiers dans le domaine de "l'open knowledge". À l'instar de Janice Hua Xu, les auteurs proposent une typologie de "l'open development" qu'ils appliquent ensuite à trois domaines au cœur du processus de développement: le gouvernement, la science et l'éducation. Ils proposent par ce biais un modèle pour s'assurer de l'ouverture ("openness") dans les différentes dimensions de l'intermédiation.

Dans leur contribution que Hanitra Randrianasolo-Rakotobe et Jean-Michel Ledjou ont intitulée "International Development: The Contribution of the Internet in Broadening the Scope of Solidarity-Based Consumption", les auteurs font le diagnostic d'une aggravation structurelle

des inégalités en Afrique subsaharienne. L'économie solidaire, et plus spécifiquement le commerce équitable, leur semble de nature à apporter des pistes de solution à l'aggravation de la pauvreté. L'originalité de l'article réside dans le lien que les auteurs font entre le commerce équitable et certains usages et fonctionnalités de l'Internet qui sont à leurs yeux susceptibles d'améliorer la situation socio-économique de certaines personnes en éliminant les intermédiaires dans la chaîne de valeur.

Prenant pour terrain le contexte chinois, la contribution de Janice Hua Xu, "Media Discourse on Cell Phone Technology and 'Left-Behind Children' in China", porte sur les discours médiatiques et dresse une typologie de la relation que les médias établissent entre le téléphone cellulaire et les familles migrantes chinoises. En réfléchissant sur le cadre institutionnel et organisationnel chinois, Janice Hua Xu montre la manière dont la téléphonie devient le lieu de cristallisation de tensions et d'anxiétés sociale face aux usages que la jeunesse pourrait en faire.

L'article de Jean-Jacques Bogui est intitulé "Étude de la perception du public ivoirien de la stratégie d'intégration locale des médias français en Afrique francophone". L'auteur s'y intéresse à l'évolution de la méthode de conquête de l'espace médiatique africain francophone par les médias français à travers une stratégie qu'il qualifie de "glocalisation". Il considère que le cas ivoirien est emblématique de cette dynamique relativement récente et expose ici les résultats d'une enquête qui a porté sur l'étude des perceptions par les Ivoiriens du rôle et de la stratégie des médias français dans l'espace postcolonial francophone d'Afrique.

Dans leur article intitulé "Media and Cultural Consumption by Young Students in the City of Sao Paulo, Brazil: Evidences of Digital Divide, Possibilities of Cosmopolitanism", Wilson Roberto Bekesas, Renato Vercesi Mader, et Viviane Riegel s'intéressent en contexte brésilien à la consommation culturelle en matière de divertissement des jeunes de Sao Paulo. Exploitant des données secondaires issues d'enquêtes institutionnelles de grande ampleur, ils montrent que l'analyse des usages de l'Internet par les jeunes étudiants de Sao Paulo fait émerger une certaine hybridité observable à travers une mobilité physique et symbolique.

Dans la section Examen de politique, Datis Khajeheian propose une contribution synthétique intitulée "Telecommunication Policy: Communication Act Update". L'auteur y aborde les enjeux liés à la régulation de l'Internet (il préfère parler de "policy" plutôt que de "regulation") en lien avec le conflit de logiques entre la dimension technologique et l'intervention réglementaire. Les enjeux liés à la gouvernance sont identifiés et les risques et opportunités qui y sont reliés sont clarifiés par l'auteur.

Dans la section comptes rendus de livres, Madeleine Goubeau et Macky Sall analysent respectivement *The Future of Power*, de Joseph S. Nye, Jr., publié en 2011 aux éditions Public Affairs et *Fin de l'Occident, naissance du monde*, de Hervé Kempf publié en 2013 aux éditions Seuil.

Nous tenons à remercier les évaluateurs et les auteurs ainsi que l'Éditeur en chef Mahmoud Eid pour sa vigilance et ses conseils qui ont été déterminants pour la publication de ce numéro.

À propos des rédacteurs

Jean-Jacques Bogui est Enseignant-chercheur à l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, Côte d'Ivoire, et Professeur associé à l'Université du Québec à Montréal, Canada. Il est affilié à plusieurs groupes et centres de recherches canadiens (GRICIS et GERACII), français (MICA) et ivoiriens (CERCOM). Ses intérêts de recherche portent principalement sur l'internationalisation des moyens de communication et les enjeux sociaux, politiques et économiques de l'intégration et de l'usage des technologies numériques dans les pays en voie de développement et l'internationalisation des communications.

Carmen Rico est professeure associée au Département de communication sociale et publique de l'Université du Québec à Montréal. Elle est membre du Board d'ORBICOM, le Réseau international des chaires UNESCO en Communication. Elle s'intéresse à la communication internationale, aux perspectives critiques du développement et aux questions de politiques de santé internationale dans les pays du Sud.

Oumar Kane est professeur au Département de communication sociale et publique de l'Université du Québec à Montréal. Il est membre du Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société (Cricis) et du Geracii. Ses intérêts de recherche sont reliés aux théories de la communication, à la communication environnementale et à la CID.

Christian Agbobli est professeur au Département de communication sociale et publique de l'Université du Québec à Montréal et chercheur au Groupe d'études et de recherches axées sur la communication internationale et interculturelle (GERACII). Ses recherches portent sur la communication internationale, la communication interculturelle et les technologies d'information et de communication.

Pour citer cet éditorial:

Bogui, Jean-Jacques, Rico, Carmen, Kane, Oumar & Agbobli, Christian. (2016). Éditorial: Communication internationale et développement. *Global Media Journal -- Canadian Edition*, 9(1), 1-4.